



CONFLIT DANS L'EST DE LA RDC

Washington appelle le Rwanda à « cesser tout soutien militaire au M23 »

GUERRE AU SOUDAN

Deux ans de chaos et une crise humanitaire sans précédent

SÉNÉGAL

L'État met en œuvre des mesures pour relancer la filière cajou

GHANA

Les étrangers exclus du marché de l'or artisanal à partir du 1er mai

GRAND FORMAT

*Stanislas Zézé
Président Directeur
Général - Bloomfield
Investment Corporation*

CONFÉRENCE RISQUE PAYS CÔTE D'IVOIRE 2025 : UN CLIMAT D'INVESTISSEMENT TOUJOURS ATTRACTIF, MALGRÉ DES FRAGILITÉS STRUCTURELLES

SOMMAIRE

POLITIQUE

CONFLIT DANS L'EST DE LA RDC : WASHINGTON APPELLE LE RWANDA À « CESSER TOUT SOUTIEN MILITAIRE AU M23 »

4

GUINÉE : MOUSSA DADIS CAMARA QUITTE LE PAYS POUR RAISONS MÉDICALES, UN DÉPART CONTROVERSE

5

SENÉGAL : UNE DETTE DISSIMULÉE DE 7 MILLIARDS DE DOLLARS, GUY MARIUS SAGNA RÉCLAME DES POURSUITES CONTRE MACKY SALL POUR HAUTE TRAHISON

6

GUERRE AU SOUDAN : DEUX ANS DE CHAOS ET UNE CRISE HUMANITAIRE SANS PRÉCÉDENT

7

FRANCE-ALGÉRIE : PARIS EXPULSE DOUZE DIPLOMATES ET RAPPELLE SON AMBASSADEUR

8

GRAND FORMAT

STANISLAS ZÉZÉ
PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL
- BLOOMFIELD INVESTMENT
CORPORATION



9 - 15

ÉCONOMIE

SENÉGAL : L'ÉTAT MET EN ŒUVRE DES MESURES POUR RELANCER LA FILIÈRE CAJOU

17

TRADUCTION, INTERPRÉTARIAT, RELATIONS PUBLIQUES : TROIS PILIERS INVISIBLES, MAIS DÉCISIFS POUR TOUTE ORGANISATION

18 - 19

GHANA : LES ÉTRANGERS EXCLUS DU MARCHÉ DE L'OR ARTISANAL À PARTIR DU 1ER MAI

20

SOCIÉTÉ

DIASPORA AFRICAINE : LE RETOUR QUI DYNAMISE L'INVESTISSEMENT EN CÔTE D'IVOIRE

22 - 25

POLITIQUE

Politique

Conflit dans l'est de la RDC : Washington appelle le Rwanda à « cesser tout soutien militaire au M23 »

Lors d'une conférence de presse tenue le 17 avril, Massad Boulos, conseiller principal de Donald Trump pour l'Afrique, a dressé le bilan de sa récente tournée sur le continent, qui l'a conduit en République Démocratique du Congo (RDC), au Rwanda, en Ouganda et au Kenya. Accompagné de Corina Sanders, sous-secrétaire d'État adjointe aux Affaires africaines, il a appelé au retrait des troupes rwandaises du territoire congolais, dénonçant le soutien militaire de Kigali au groupe rebelle M23. Il a également confirmé que des discussions étaient en cours concernant un accord minier entre Kinshasa et Washington.

À l'issue de cette tournée dans la région des Grands Lacs, effectuée du 2 au 9 avril, la position des États-Unis sur le conflit qui ravage l'est congolais demeure inchangée. « Le M23 doit rendre les armes, et les forces rwandaises doivent se retirer du territoire congolais. C'est notre position, elle est très claire. Nous l'avons exprimée sans ambages et nous continuerons dans cette voie », a déclaré l'émissaire américain pour l'Afrique, sans détour.



Massad Boulos a également exhorté Kigali à « cesser tout soutien militaire au M23 », tout en exprimant sa conviction qu'une solution à la crise pourrait être trouvée rapidement : « Je suis persuadé que les parties concernées parviendront à un accord dans un avenir proche. » Bien que cette position s'inscrive dans la continuité de celle de l'administration Biden, Massad Boulos a introduit une nouveauté en révélant la volonté de Washington de renforcer sa coopération économique avec Kinshasa, notamment à travers la signature d'un accord minier actuellement en négociation. L'objectif est d'élargir la présence du secteur privé américain en Afrique, en attirant des entreprises qualifiées de « citoyennes », respectueuses des normes sociales, environnementales et fiscales.

Des accords gagnant-gagnant

« Notre but est de faciliter les investissements privés tout en offrant un soutien complet. Les États-Unis disposent de plusieurs plateformes, telles que la

DFC et Exim Bank, prêtées à accompagner le secteur privé sur le continent », a expliqué Massad Boulos, ajoutant que d'autres accords similaires étaient envisagés dans la région. « Ce sont des accords gagnant-gagnant : il s'agit d'apporter une valeur ajoutée à la RDC dans le respect des normes », a-t-il poursuivi, soulignant que les États-Unis souhaitent également soutenir le développement d'infrastructures dans le pays, notamment des barrages hydroélectriques et des axes ferroviaires, avec le corridor de Lobito comme priorité.

Dans cette stratégie mêlant pression diplomatique et incitations économiques, Washington ne néglige pas la dimension politique. « Nous dialoguons avec toutes les parties. Nous avons également salué le dialogue entre l'administration du président Tshisekedi et le M23, qui est très utile », a conclu Massad Boulos, notant que le retrait du M23 de Walikale-Centre constitue un premier geste d'apaisement dans ce conflit complexe.

Lire plus :<https://hamanie.news/>

Politique

Guinée : Moussa Dadis Camara quitte le pays pour raisons médicales, un départ controversé

L'ancien chef de la junte guinéenne, le capitaine Moussa Dadis Camara, a quitté la Guinée dans la nuit du 13 au 14 avril 2025, à destination du Maroc, selon des sources proches de son entourage. Condamné à 20 ans de réclusion criminelle pour son rôle dans le massacre du 28 septembre 2009 au stade de Conakry, il avait récemment bénéficié d'une grâce présidentielle accordée par le général Mamadi Doumbouya, pour des raisons de santé.

Ce départ s'est déroulé en toute discréction. Un membre de son entourage a confirmé qu'il avait quitté Conakry vers 2 heures du matin, à bord d'un vol médical à destination du Maroc, un pays où il avait déjà séjourné après la tentative d'assassinat menée par son ancien aide de camp, Toumba Diakité, en décembre 2009. « Il va effectuer calmement des examens médicaux », a indiqué la même source, évoquant une dégradation de son état de santé après plus de deux ans de détention à la prison civile de Conakry.

Mais ce voyage, présenté comme strictement médical, n'échappe pas à la controverse.



Sa libération partielle et la grâce présidentielle dont il a bénéficié, malgré sa condamnation pour crimes contre l'humanité liés aux exactions du 28 septembre 2009 – qui avaient fait plus de 150 morts et des dizaines de victimes de violences sexuelles – suscitent l'indignation d'une partie de l'opinion publique. Les organisations de défense des droits humains, les parties civiles et les familles des victimes dénoncent une décision perçue comme un affront à la justice et à la mémoire des disparus.

Ce départ soulève aussi de nombreuses interrogations politiques. S'agit-il d'un retrait volontaire de la scène nationale ou d'un

éloignement stratégique orchestré par les autorités ? Un retour en Guinée est-il envisageable, ou ce départ marque-t-il le début d'un exil prolongé ? Pour l'heure, aucune déclaration officielle n'a été faite par le gouvernement guinéen.

À Conakry, les spéculations vont bon train. Certains y voient un geste d'apaisement du régime pour tourner la page d'un passé douloureux, d'autres redoutent un précédent fâcheux qui pourrait affaiblir la crédibilité de l'appareil judiciaire guinéen. Une chose est certaine : le cas Dadis Camara continuera de faire débat dans un pays encore marqué par les séquelles du 28 septembre.

ECLAIR
CONSULTING
Make investment successful

**ECLAIR
CONSULTING**

*la langue au
service de
l'influence
africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
(+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
Riviera Palmeraie route
Y4 Abidjan , Abidjan ,
Côte d'Ivoire

Lire plus :<https://hamanie.news/>

Politique

Sénégal : une dette dissimulée de 7 milliards de dollars, Guy Marius Sagna réclame des poursuites contre Macky Sall pour haute trahison

Au Sénégal, l'ancien président Macky Sall pourrait bientôt faire face à des poursuites pour haute trahison.

Le député Guy Marius Sagna, membre du parti au pouvoir, Pastef – Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité, a déposé une proposition de résolution en ce sens à l'Assemblée nationale, s'appuyant sur un rapport accablant de la Cour des comptes.

Selon ce rapport, une dette publique dissimulée de 7 milliards de dollars aurait été contractée durant les mandats de Macky Sall (2012-2024), en dehors des circuits légaux habituels. Des manipulations comptables et une gestion jugée opaque auraient également contribué à fausser la réalité du déficit budgétaire. Pour Guy Marius Sagna, ces pratiques constituent une menace directe pour la souveraineté financière du pays et peuvent relever de la haute trahison. La Constitution sénégalaise, dans son article 101, précise que le président de la République n'est responsable



ECLAIR
CONSULTING
Make investment successful

**ECLAIR
CONSULTING**

la langue au service de l'influence africaine

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
(+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
Riviera Palmeraie route
Y4 Abidjan , Abidjan ,
Côte d'Ivoire

des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions qu'en cas de haute trahison. Il s'agit du seul chef d'inculpation possible contre un ancien président, bien que la notion de «haute trahison» ne soit pas précisément définie dans le texte, laissant aux juges le soin d'en interpréter les contours.

Pour que la mise en accusation de Macky Sall soit actée, une majorité des trois-cinquièmes des membres de l'Assemblée nationale est requise, soit au moins 99 députés sur 165. Le Pastef, fort de ses 130 sièges, semble en position favorable pour faire adopter

cette résolution, rendant son adoption probable une fois la date de la plénière fixée.

En cas de vote favorable, l'ancien président ne pourra être jugé que par la Haute Cour de justice, récemment installée et compétente pour traiter ce type de dossiers.

Cette affaire, inédite dans l'histoire politique récente du Sénégal, pourrait ouvrir une nouvelle ère de reddition des comptes au sommet de l'État, tout en posant de nombreuses questions sur la gouvernance des finances publiques durant les deux dernières décennies.

Lire plus :<https://hamanie.news/>

Politique

Guerre au Soudan : deux ans de chaos et une crise humanitaire sans précédent

Deux ans après le début du conflit au Soudan, la situation humanitaire est décrite par l'ONU comme la plus grave au monde. Depuis le 15 avril 2023, une guerre dévastatrice oppose les forces du général Abdel-Fattah al-Burhan, chef des Forces armées soudanaises, à celles du général Mohamed Hamdane Dagalo, dit « Hemedti », à la tête des Forces de soutien rapide (FSR). Cette lutte de pouvoir entre deux anciens alliés a plongé le pays dans un chaos total, causant des milliers de morts et le déplacement de plus de 13 millions de personnes, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Près de la moitié de la population soudanaise dépend aujourd'hui de l'aide humanitaire, et les États-Unis qualifient les crimes commis contre la communauté Massalit au Darfour de génocide.

RFI a consacré une journée spéciale pour donner la parole aux Soudanais, à travers les témoignages de déplacés et de correspondants sur le terrain. Rada Adam Abdelrahman Matar, réfugiée à Adré, du côté tchadien de la frontière, raconte avoir fui Nyala, dans le Darfour du Sud, face à une guerre sans fin : « Nous souffrons de la faim. Mes enfants n'ont rien à manger et nous n'avons pas d'argent »,



confie-t-elle. Nimat Haroun Khamis Mahamat, 26 ans, mère de quatre enfants, a vécu les bombardements nocturnes qui ont coûté la vie à sa tante et ses six enfants : « Les avions nous bombardent, puis s'en vont. On découvre les morts au réveil. »

Mahmoud Mahamat Bahri, un habitant tchadien d'Adré, décrit une situation dramatique à la frontière : « Certains réfugiés n'ont rien mangé pendant des jours. » La famine est omniprésente, conséquence directe de la guerre, qui a également entraîné l'effondrement de l'économie et la désorganisation des infrastructures agricoles.

Une guerre aux conséquences dévastatrices

Le conflit, qui avait permis aux FSR de prendre un avantage militaire initial, a

vu récemment un revirement : l'armée soudanaise a repris des positions clés, y compris dans la capitale Khartoum. Dans cette ville exsangue, les habitants ont accueilli avec soulagement le départ des FSR. Hanaa, une résidente d'Omdurman, raconte : « Tout le monde criait de joie. Les FSR étaient partis. » Elle évoque les violences, les pillages et la peur constante vécus sous leur occupation. Duaa, une jeune mère, témoigne de son soulagement de pouvoir sortir sans crainte d'être kidnappée. Mais les séquelles psychologiques persistent, notamment chez les enfants, dont les visages semblent « vieillis par la guerre ». Le photographe Muddathir parle d'un centre-ville déserté, aux allures de ville fantôme, avec des bâtiments historiques envahis par la végétation ou détruits.

Mian Agency

SERVICES DE RELATIONS PUBLIQUES ET COMMUNICATION

Lire plus :<https://hamanie.news/>

Politique

France-Algérie : Paris expulse douze diplomates et rappelle son ambassadeur

Le 15 avril, le président Emmanuel Macron a ordonné l'expulsion de douze agents du réseau consulaire et diplomatique algérien en poste en France. Cette décision fait suite à des mesures similaires prises la veille par les autorités algériennes. En parallèle, Paris a également rappelé son ambassadeur à Alger, Stéphane Rometet, pour consultations.

La réaction française s'est voulue rapide et symétrique. Dans un communiqué, l'Élysée a exprimé sa « consternation » face à cette nouvelle dégradation des relations bilatérales, qui intervient à peine deux semaines après un échange téléphonique entre Macron et son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune, censé relancer un dialogue fragilisé.

Une relation de plus en plus crispée

Le rappel de l'ambassadeur et l'expulsion des diplomates algériens s'inscrivent dans un climat de tension diplomatique persistant depuis près de huit mois. La crise s'est intensifiée après que le président français a affiché son soutien au plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental, une position rejetée avec fermeté par Alger, qui avait alors rappelé son propre ambassadeur à Paris.



Plusieurs autres épisodes ont contribué à nourrir la discorde. Parmi eux : l'arrestation en France de plusieurs influenceurs d'origine algérienne, accusés d'apologie de la violence sur les réseaux sociaux ; le refus d'Alger d'accueillir certains de ses ressortissants sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) ; ou encore la condamnation en Algérie de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal à cinq ans de prison, une affaire sur laquelle Paris continue d'exiger des éclaircissements.

Malgré une tentative récente de décrispation, symbolisée par la visite à Alger du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, les espoirs de normalisation semblent aujourd'hui largement compromis.

Une affaire d'enlèvement en toile de fond

L'escalade actuelle est également alimentée par une affaire judiciaire retentissante : l'arrestation de trois ressortissants algériens en France, dont un employé du consulat, soupçonnés d'avoir participé à l'enlèvement de l'opposant

et influenceur algérien Amir Boukhors sur le sol français. Les individus ont été mis en examen pour enlèvement, séquestration et participation à une entreprise terroriste.

Alger a vivement réagi en dénonçant un « argumentaire farfelu » de la part des autorités françaises et en qualifiant l'ensemble de l'affaire de « cabale judiciaire inadmissible ». Dans ce contexte, l'Élysée a réaffirmé son attachement à la défense des intérêts de la France, en insistant sur la nécessité pour l'Algérie de respecter ses obligations en matière de sécurité et de coopération migratoire. Tout en soulignant l'importance des relations franco-algériennes, nourries par une histoire commune et des liens humains profonds, Paris semble désormais déterminé à durcir le ton.

Sur le réseau social X, Jean-Noël Barrot a déclaré que « les autorités algériennes ont choisi l'escalade » et a confirmé que la France réagirait « avec fermeté et responsabilité ». Il a conclu en rappelant que « le dialogue est essentiel, mais ne peut être à sens unique ».

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



**ATHARI
ADVISORS**

Un cabinet de conseil
engagé dans
la transformation
durable

[https://athari-
as.com/](https://athari-as.com/)
+2250759956898
infos@athari-as.com



**GRAND
FORMAT**
Stanislas Zézé

PRÉSIDENT DIRECTEUR
GÉNÉRAL - BLOOMFIELD
INVESTMENT CORPORATION

CONFÉRENCE RISQUE PAYS CÔTE D'IVOIRE 2025 :
UN CLIMAT D'INVESTISSEMENT TOUJOURS ATTRACTIF,
MALGRÉ DES FRAGILITÉS STRUCTURELLES

Conférence Risque Pays Côte d'Ivoire 2025

UN CLIMAT D'INVESTISSEMENT TOUJOURS ATTRACTIF, MALGRÉ DES FRAGILITÉS STRUCTURELLES



Alors que la Côte d'Ivoire se prépare à une année électorale cruciale, la 9^e édition de la Conférence Risque Pays, organisée le 16 avril 2025 à Abidjan par Bloomfield Investment Corporation, s'est imposée comme un temps fort du calendrier économique et politique national. À travers la présentation très attendue du rapport Risque Pays 2025, Bloomfield Intelligence a dressé un état des lieux lucide et sans concession sur les forces et les fragilités du pays, à la fois en matière de croissance, de gouvernance, de stabilité sociale et de perspectives d'investissement.

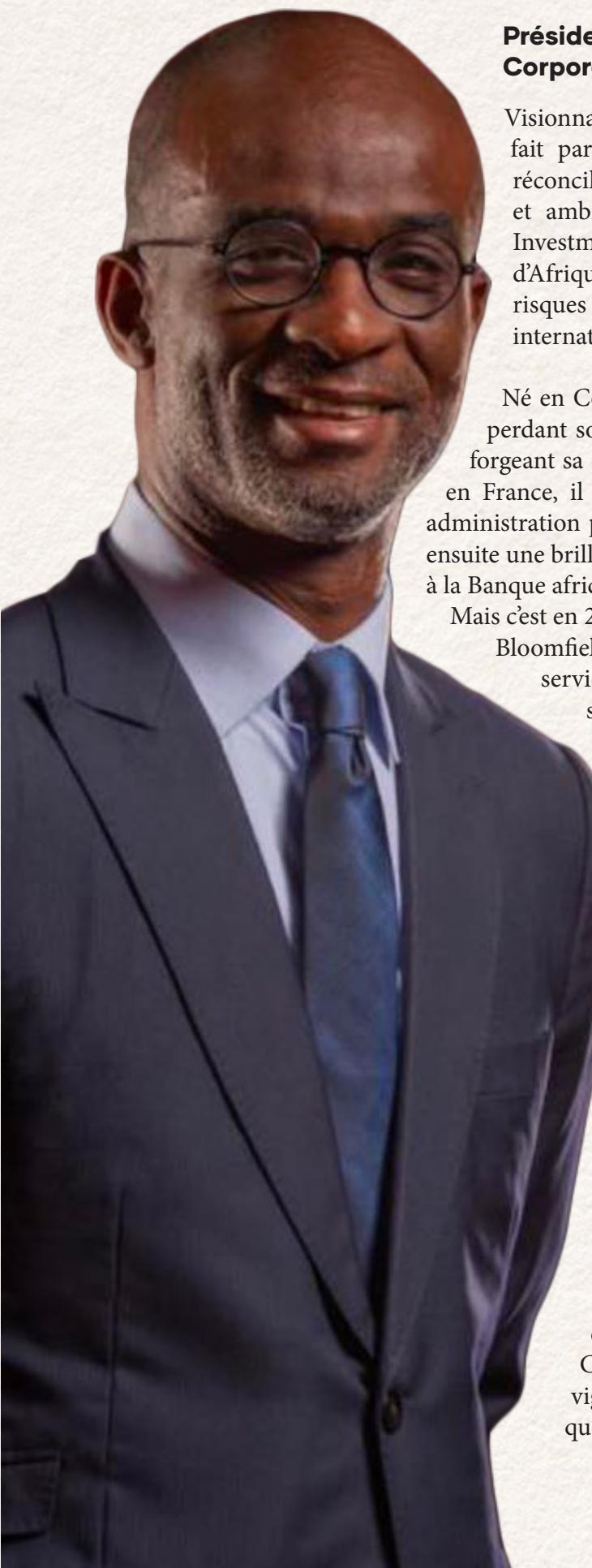
Dans un contexte marqué par une croissance économique robuste mais encore insuffisamment inclusive, des progrès en matière de sécurité et de

gouvernance, mais aussi une dette structurellement mal calibrée, la conférence a permis de nourrir un débat d'experts de haut niveau, ponctué de données précises, de diagnostics partagés et de propositions de trajectoires. Dirigeants politiques, décideurs économiques, chefs d'entreprise, diplomates et représentants de la société civile ont confronté leurs visions autour d'un mot-clé : la transformation.

Ce grand format vous propose une plongée au cœur des échanges. Plus qu'un simple rapport, la Conférence Risque Pays est désormais un véritable baromètre de la confiance en l'avenir ivoirien.

Stanislas Zézé

Président Directeur Général – Bloomfield Investment Corporation



Visionnaire, audacieux, résolument panafricain. Stanislas Zézé fait partie de cette nouvelle génération de leaders africains qui réconcilient excellence académique, expérience internationale et ambition continentale. Fondateur et président de Bloomfield Investment Corporation, première agence de notation financière d'Afrique francophone, il a su imposer une lecture africaine des risques économiques et financiers, tout en respectant les standards internationaux.

Né en Côte d'Ivoire, Zézé est confronté très tôt à l'épreuve de la vie, perdant son père à 18 ans. Cette blessure, il la transforme en moteur, forgeant sa résilience et son goût pour l'effort. Après des études de droit en France, il s'envole pour les États-Unis où il décroche un Master en administration publique à la prestigieuse University of Michigan. Il entame ensuite une brillante carrière dans la gestion du risque à la Banque mondiale, à la Banque africaine de développement, puis chez Shell Oil Products Africa.

Mais c'est en 2007, à Abidjan, qu'il décide de faire un pari audacieux : créer Bloomfield Investment, une agence de notation 100 % africaine, au service des investisseurs et des marchés du continent. Il défie les standards occidentaux, tout en les maîtrisant, en intégrant les réalités locales dans l'évaluation du risque crédit. Bloomfield devient une référence incontournable, avec des notations en devise locale, une compréhension fine des économies africaines, et une capacité à dialoguer avec les bailleurs de fonds comme avec les gouvernements.

Surnommé « l'homme aux chaussettes rouges », Zézé assume une communication décomplexée. Il multiplie les interventions publiques, les apparitions médiatiques, et les publications à fort impact, comme son livre biographique, dans lequel il livre avec sincérité les clés de son parcours et ses leçons de vie pour la jeunesse africaine.

En 2019, il est élevé au rang d'Officier de l'ordre national de Côte d'Ivoire, reconnaissance d'un parcours exceptionnel au service de la souveraineté économique africaine. Stanislas Zézé, c'est la preuve qu'on peut être à la fois stratège et rêveur, technique et inspirant, ancré en Afrique et connecté au monde. Au détour de cette 9e édition de la Conférence Risque Pays Côte d'Ivoire, il réaffirme son rôle de vigie, d'alerteur et de bâtisseur, au service d'un continent en quête de confiance et de crédibilité.



Bloomfield Investment Corporation : L'Afrique évalue par elle-même

Depuis sa création en 2007 à Abidjan, Bloomfield Investment Corporation s'est imposée comme un acteur clé dans l'évaluation du risque de crédit en Afrique francophone. Fondée par Stanislas Zézé, cette agence de notation financière offre une perspective africaine sur la solvabilité des entreprises, des institutions financières, des entités publiques et des États.

Une expertise adaptée aux réalités africaines

Bloomfield Investment Corporation propose un système d'évaluation du risque de crédit des emprunteurs et des émetteurs de titres obligataires. Cette évaluation en monnaie locale permet de donner une idée plus juste de l'état des entités africaines, par rapport aux grandes agences internationales – Moody's, Standard & Poor's, Fitch – dont les évaluations se font prioritairement en devises étrangères, et notamment le dollar. Les notes attribuées traduisent le risque de défaillance des entités qui lèvent des fonds sur le marché ou auprès des institutions financières.

Cette approche permet une hiérarchisation des emprunteurs en fonction de leur risque de crédit, essentielle pour déterminer les marges d'intérêt ou primes de risque appliquées par les prêteurs, qu'il s'agisse de banques ou d'investisseurs obligataires. L'agence propose également des services de recherche financière et d'intelligence économique, des formations en entreprise et des séminaires ouverts au public, ainsi que la publication de rapports de recherche disponibles sur son site internet.

Une présence régionale et une reconnaissance internationale

Basée à Abidjan, Bloomfield Investment Corporation dispose d'une représentation à Douala, au Cameroun. Ses équipes sont composées de professionnels expérimentés dans le domaine du risque de crédit, ayant travaillé dans des institutions telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'agence de notation Moody's et l'Agence française de développement. L'agence est agréée par les autorités régionales, notamment l'UEMOA, et a attribué plus de 2 000 notations financières depuis sa création.

Une vision pour une Afrique souveraine

Au-delà de ses activités de notation, Bloomfield Investment Corporation organise des événements tels que les Conférences Risque Pays, qui réunissent des experts pour discuter des risques, opportunités et perspectives économiques en Afrique. La 9^e édition de la Conférence Risque Pays Côte d'Ivoire s'est tenue récemment à Abidjan, abordant des thèmes tels que la transformation numérique et la gouvernance de l'administration publique.

En offrant une évaluation du risque adaptée aux réalités africaines, Bloomfield Investment Corporation contribue à renforcer la confiance des investisseurs et à favoriser le développement économique du continent.

Risque Pays Côte d'Ivoire 2025 : Un climat d'investissement toujours attractif, malgré des fragilités structurelles

Alors que l'élection présidentielle de 2025 se profile, Bloomfield Investment Corporation, à travers sa filiale Bloomfield Intelligence, publie son nouveau rapport Risque Pays Côte d'Ivoire. Malgré un léger recul de sa note, la Côte d'Ivoire reste classée parmi les pays à risque faible. La 9e édition de la conférence, tenue à Abidjan, a mis en lumière les forces économiques du pays, mais aussi les fragilités sociales, structurelles et institutionnelles à combler pour rendre la croissance plus inclusive et durable.

La 9e édition de la Conférence Risque Pays Côte d'Ivoire s'est tenue le 16 avril 2025 au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, à l'initiative de Bloomfield Investment Corporation à travers sa filiale d'intelligence économique, Bloomfield Intelligence. L'événement, devenu un rendez-vous annuel incontournable

pour les acteurs économiques, financiers et institutionnels, a permis de présenter le rapport Risque Pays 2025, outil stratégique destiné à éclairer les décisions d'investissement et de gouvernance.



Une note légèrement en baisse, mais un risque toujours jugé « faible »

Dans son intervention principale, Stanislas Zézé, Président Directeur Général de Bloomfield Investment, a annoncé que la note attribuée à la Côte d'Ivoire passe de 6,5 à 6,3 sur 10. Une baisse modérée qui, selon lui, ne remet pas en cause le classement du pays dans la catégorie des risques faibles.

Il a rappelé que la performance macroéconomique reste solide, avec un score maintenu à 8,1, tandis

que le climat des affaires demeure stable à 6,5. La légère dégradation s'explique par la configuration de la dette publique, avec un stock représentant 51 % du PIB, mais dont le service absorbe 84 % des recettes budgétaires, un niveau bien supérieur à la norme recommandée de 25 %. Il a insisté sur la nécessité de réorienter une partie de cette dette vers le financement en monnaie locale afin de réduire l'exposition aux devises étrangères.

Des performances économiques... à l'impact social limité

Le rapport met également en lumière le paradoxe entre les performances économiques globales et l'impact social encore limité de la croissance. L'espérance de vie, à 58 ans, reste inférieure à la moyenne régionale et mondiale, et la durée moyenne de scolarité plafonne à 4,2 ans contre 8,7 à l'échelle mondiale.

De plus, 80 % de la richesse produite dans le pays provient de multinationales étrangères, ce qui limite la transformation structurelle de l'économie ivoirienne. Bien que le taux de chômage officiel ait reculé à 2,3 % en 2023, Stanislas Zézé alerte sur un indicateur plus significatif : la précarité de l'emploi, qui touche 73 % de la population active.

Sur le plan sécuritaire, des avancées notables ont été enregistrées. L'indice de sécurité est passé de 6,8 en 2010 à 1,2 aujourd'hui. Toutefois, le risque terroriste dans le nord du pays demeure une menace permanente. Le taux d'inflation, à 3,5 %, reste modéré mais légèrement au-dessus de la norme communautaire fixée à 3 %, tandis que le déficit budgétaire atteint 4 % du PIB, contre 3 % recommandé.



Panels riches en enseignements : industrialisation, gouvernance, numérique

La conférence a été marquée par plusieurs panels de haut niveau. Le premier, consacré à la stabilité politique dans la perspective de l'élection présidentielle de 2025, a vu les interventions du ministre Mamadou Touré, de l'ancien préfet Vincent Toh Bi Irié, du Pr Simplice Dion et du Dr Boga Sako. La conférence a été marquée par plusieurs panels de haut niveau. Le premier, consacré à la stabilité politique dans la perspective de l'élection présidentielle de 2025,

a vu les interventions du ministre Mamadou Touré, de l'ancien préfet Vincent Toh Bi Irié, du Pr Simplice Dion et du Dr Boga Sako. Tous ont souligné la nécessité d'un climat électoral apaisé et d'un renouvellement politique progressif. Mamadou Touré a précisé que l'inclusivité électorale ne saurait se limiter à la candidature de certaines personnalités, mais doit garantir la participation équitable de tous les partis.

Le deuxième panel a porté sur la transformation économique après quinze années de croissance. Le ministre Souleymane Diarrassouba a mis en avant la progression de l'industrialisation, en particulier la transformation locale du cacao, passée de 22 % en 2011 à 46 % en 2024. Le directeur général du Port autonome d'Abidjan, Hien Yacouba Sié, a quant à lui rappelé que le trafic de conteneurs est passé de 600 000 en 2011 à 1,6 million en 2024, même si la congestion urbaine reste un défi. L'entrepreneur Alain Kouadio a plaidé pour une émergence de champions économiques nationaux capables de soutenir la dynamique actuelle.

Les panels suivants ont traité des bilans de politiques publiques et du rôle de la transformation numérique dans la performance administrative. Les ministres Nassénéba Touré et Ibrahim Kalil Konaté, accompagnés de dirigeants d'institutions publiques et privées comme la Lonaci, l'Agefop ou la CNPS, ont présenté des réformes en cours pour renforcer les capacités de l'État. L'ambassadrice des États-Unis, Jessica Davis Ba, a salué les avancées, tout en soulignant l'importance d'étendre l'accès aux outils numériques à l'ensemble du territoire. Des voix critiques, à l'instar de Tiémoko Assalé, ont appelé à un meilleur ciblage des politiques sociales et à un renforcement de la gouvernance locale.

Lutte contre la corruption : un effort visible

La lutte contre la corruption a également été abordée. Épiphane Zoro Ballo, président de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance, a annoncé que 10 000 agents sont désormais assujettis à la déclaration de patrimoine, contre 4 000 au Sénégal et 5 000 au Burkina Faso. Mais les pertes liées à la corruption restent estimées à près de 1 400 milliards de FCFA, soit 4 % du PIB.

En conclusion, le rapport de Bloomfield Intelligence dresse un portrait contrasté de la Côte d'Ivoire. Si les fondamentaux économiques sont solides et le climat d'investissement jugé favorable, des efforts importants restent à fournir sur le plan social, éducatif, institutionnel et industriel. Pour Stanislas Zézé, l'enjeu est désormais clair : transformer la performance économique en progrès inclusif, pour garantir une croissance durable, souveraine et résiliente.

Les données clés du rapport Risque Pays Côte d'Ivoire 2025

6,3 / 10
Note globale Bloomfield
Intelligence 2025

Catégorie
de risque :
Faible

Note précédente
(2024)
6,5 / 10

8,1 / 10
Performance
macroéconomique

Catégorie
de risque :
6,5 / 10

**Gestion des
finances publiques**
**Dégradation de
50 points de base**

**Solidité du
système financier**
**Dégradation de
10 points de base**

**Risque
sociopolitique**
**Dégradation de
40 points de base**

**Taux d'endettement
(stock)**

Service de la dette : 84 % des
recettes (norme recommandée :
25 %)

Déficit budgétaire : 4 % du PIB
(norme : 3 %)

Taux d'inflation : 3,5 % (norme
UEMOA : 3 %)



58 ans

Espérance
de vie

72 ans

(moyenne
mondiale)

Durée moyenne de scolarité :
4,2 ans (moyenne mondiale :
8,7 ans)

Précarité de l'emploi : 73 %
Taux de pauvreté : 37 % (contre
54 % en 2010)
Taux de chômage officiel : 2,3
% (2023)

Indice de sécurité : 1,2 (contre 6,8 en 2010)

Pertes annuelles liées à la corruption : ≈ 1 400 milliards FCFA (≈ 4 % du PIB)

Part de la richesse produite par les multinationales : 80 %

ÉCONOMIE

Economie

Sénégal: l'État met en œuvre des mesures pour relancer la filière cajou



Après une année particulièrement éprouvante pour la filière cajou, le gouvernement sénégalais a décidé de réagir en annonçant une série de mesures destinées à encourager la transformation locale de l'anacarde. L'objectif est clair : éviter que la quasi-totalité de la production ne soit exportée à l'état brut, et offrir à cette filière une véritable opportunité de croissance durable.

Peut-on dire que les défenseurs du cajou ont enfin été entendus ? La campagne qui débute à la fin du mois d'avril s'annonce plus prometteuse que celle de 2024, marquée par une récolte catastrophique. La production avait chuté de près de 70 %, conséquence directe de conditions climatiques extrêmes et d'une flambée des prix liée à la faible disponibilité des noix. Face à cette situation, l'État a décidé d'intervenir avec des actions concrètes. Première mesure : les exportateurs devront désormais obtenir un agrément officiel auprès des autorités. Cette exigence vise à mieux encadrer le secteur, à assurer la traçabilité des opérateurs – majoritairement originaires d'Inde et du Vietnam, deux poids lourds mondiaux du cajou – et à mettre fin à l'anarchie qui caractérisait jusque-là le marché des exportations.

Autre annonce importante : l'instauration d'une taxe de 32 francs CFA par kilogramme de cajou brut exporté. Longtemps réclamée par les

acteurs locaux, cette taxe a pour but d'encourager la transformation sur le territoire national. Les recettes générées permettront de financer une prime à la transformation de 150 francs CFA par kilogramme d'anacarde transformé et exporté, créant ainsi un mécanisme incitatif au développement industriel local.

À ce jour, la transformation reste le maillon faible de la filière : seulement 2 000 tonnes de cajou brut sont transformées chaque année, soit à peine 3 % de la production nationale. Les professionnels du secteur espèrent atteindre 10 % d'ici 2027, ce qui pourrait créer des milliers d'emplois. Les onze unités de transformation actuellement en activité emploient environ 3 050 personnes, un chiffre appelé à croître avec la mise en œuvre des nouvelles mesures.

Enfin, pour sécuriser l'approvisionnement des unités industrielles locales, l'État prévoit de constituer un stock stratégique de 6 000 tonnes de cajou réservé aux transformateurs sénégalais. Une annonce qui a été bien accueillie par les opérateurs du secteur, qui saluent une avancée concrète vers une meilleure valorisation de la filière.

Reste désormais à espérer que la saison 2025, tant en quantité qu'en qualité, permettra de consolider cette dynamique prometteuse.

Lire plus :<https://hamanie.news/>

ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing est une maison d'édition engagée dans la création et la diffusion de contenus de qualité qui inspirent, informent et transforment.

Economie

Traduction, interprétariat, relations publiques : trois piliers invisibles, mais décisifs pour toute organisation



Dans un monde interconnecté, où les frontières s'estompent au rythme des échanges économiques, diplomatiques et culturels, la maîtrise de la communication multilingue est devenue un enjeu central. Qu'il s'agisse de traduire un contrat stratégique, d'interpréter des négociations en temps réel ou de construire une image cohérente à l'international, les services de traduction, d'interprétariat et de relations publiques jouent un rôle décisif, souvent en coulisses. Pourtant, leur impact est déterminant : ils garantissent la compréhension, favorisent la confiance et renforcent la réputation. Encore faut-il qu'ils soient bien exécutés. Cet article revient sur les caractéristiques fondamentales d'un bon service dans ces trois domaines, illustrées par des cas concrets tirés du terrain.

Traduction : traduire, ce n'est pas transposer des mots, mais du sens et des intentions

Une bonne traduction repose sur trois qualités clés : la maîtrise linguistique, la connaissance du domaine et la sensibilité culturelle. Il ne suffit pas de parler deux langues : il faut comprendre les référents, les enjeux, le style et la finalité du message.

Cas pratique :

Une entreprise pharmaceutique souhaitait lancer un nouveau médicament en Afrique de l'Est. La traduction de ses notices et supports médicaux, d'abord confiée à un traducteur non spécialisé, a généré des confusions graves sur les posologies. Ce n'est qu'en s'adressant à un traducteur expérimenté en terminologie médicale que l'entreprise a pu corriger les erreurs et garantir la conformité réglementaire du produit.

Interprétariat : un art d'équilibre entre neutralité, fidélité et rapidité

L'interprétation exige de la vivacité intellectuelle, une écoute active, une parfaite maîtrise du stress, et parfois même... une capacité à gérer des situations politiquement sensibles. L'interprète est souvent l'unique pont de compréhension entre deux mondes. Cas pratique :

Lors d'une conférence de haut niveau entre gouvernements africains et bailleurs internationaux, un interprète simultané a su transmettre avec clarté des échanges techniques sur le financement des infrastructures, permettant aux discussions d'aboutir à des engagements concrets. Quelques semaines plus tôt, un autre interprète mal préparé avait, dans une autre réunion similaire, mal rendu les nuances d'un discours, ce qui avait provoqué un malentendu diplomatique.



ECLAIR CONSULTING

la langue au service de l'influence africaine

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
 (+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
 Riviera Palmeraie route
 Y4 Abidjan , Abidjan ,
 Côte d'Ivoire



Relations publiques : savoir se faire comprendre, mais aussi aimer

Les RP, ce n'est pas juste envoyer des communiqués. C'est créer un récit cohérent et adapté aux sensibilités locales, choisir les bons canaux, travailler les relations presse, et anticiper les crises.

Cas pratique :

Une entreprise asiatique souhaitant s'implanter en Afrique de l'Ouest avait pour ambition de se présenter comme un acteur engagé. En amont de son lancement, une stratégie de relations publiques a été conçue : storytelling, contenu localisé, identification de leaders d'opinion. Résultat : couverture médiatique ciblée, engagement des communautés et premiers contrats signés dans les six mois. À l'inverse, une autre marque, pourtant solide, a souffert d'un lancement trop générique, sans ancrage culturel, qui a suscité la méfiance du public et l'indifférence des médias.

Les clés d'un bon prestataire de traduction, d'interprétariat et de RP

- Des professionnels spécialisés par secteur (médical, juridique, technique, institutionnel...)
- Des natifs ou biculturels maîtrisant les référents culturels des deux langues
- Une capacité à s'adapter à des contextes urgents ou sensibles
- Une approche intégrée : langage, contenu, image, réputation
- Un sens aigu de la confidentialité et de l'éthique

Qu'il s'agisse de conclure un partenariat international, de gérer une conférence multilingue ou de bâtir une réputation à l'étranger, les services de traduction, d'interprétariat et de relations publiques sont les piliers invisibles de toute stratégie d'influence réussie. Investir dans la qualité de ces prestations, c'est investir dans la crédibilité et la portée de son message.



**ECLAIR
CONSULTING**

*la langue au
service de
l'influence
africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
(+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
Riviera Palmeraie route
Y4 Abidjan , Abidjan ,
Côte d'Ivoire

Economie

Ghana : Les étrangers exclus du marché de l'or artisanal à partir du 1er mai

À compter du 1er mai, le Ghana, premier producteur d'or en Afrique, appliquera une nouvelle réglementation excluant les étrangers du marché de l'or artisanal. Cette mesure, annoncée par le Ghana Gold Board, l'organisme public chargé de la régulation du secteur aurifère, vise à accroître les revenus issus de cette activité et à lutter efficacement contre la contrebande.

Cette initiative s'inscrit dans une stratégie de reprise en main du secteur minier impulsée par le président John Dramani Mahama. Le gouvernement entend mieux contrôler les flux d'or, rationaliser les achats, et endiguer la fuite des capitaux. Jusqu'à présent, aussi bien les entreprises locales que les sociétés étrangères pouvaient acheter et exporter l'or issu des mines artisanales. Désormais, seule l'agence publique Gold Board sera autorisée à acheter, vendre et exporter cet or.

En 2023, les autorités ghanéennes ont officiellement déclaré une production artisanale de 34 tonnes d'or. Toutefois, selon des experts de l'ONG Swissaid, ce chiffre serait largement sous-estimé, la production réelle étant probablement deux fois supérieure. Ce manque à gagner pour les caisses de l'État explique en partie la volonté de réformer ce segment stratégique.

L'un des objectifs de cette interdiction est également de limiter l'influence étrangère croissante, notamment celle des opérateurs chinois. Selon des données du South China Morning Post, près de 50 000 ressortissants chinois étaient présents dans les zones minières



ghanéennes il y a une dizaine d'années. Le gouvernement souhaite désormais reprendre le contrôle de cette activité, jugée trop vulnérable aux pratiques illicites et à l'évasion fiscale.

Dès janvier, le ministre des Finances avait indiqué que les recettes générées par une meilleure gestion de l'or artisanal contribueraient à stabiliser le cedi, la monnaie nationale, affaiblie ces dernières années par une forte volatilité. Avec cette décision, le Ghana affirme sa volonté de renationaliser la valeur ajoutée de son or artisanal, en renforçant son cadre réglementaire tout en promouvant une gouvernance plus rigoureuse de ses ressources naturelles.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

Lire plus :<https://hamanie.news/>

SOCIÉTÉ



De plus en plus de professionnels d'origine africaine établis à l'étranger envisagent de rentrer au pays pour y investir ou entreprendre. Cet engouement s'explique par une volonté de participer au développement économique local tout en tirant parti des opportunités grandissantes en Afrique. La diaspora est souvent qualifiée de "sixième région d'Afrique", tant son rôle est crucial pour relier le continent au reste du monde. Aujourd'hui, cet élan de retour au pays se manifeste concrètement, et en particulier en Côte d'Ivoire, par une multiplication de projets, d'investissements et d'initiatives entrepreneuriales.

L'élan de la diaspora africaine

Le désir des diasporas africaines de contribuer au développement du continent n'a jamais été aussi fort. Que ce soit par patriotisme, par opportunité d'affaires ou par envie de "redonner" à la communauté, de nombreux expatriés suivent de près l'évolution de leur pays d'origine et cherchent à y jouer un rôle actif. Ce phénomène est visible dans les chiffres : près de 1,24 million d'Ivoiriens vivent à l'étranger, et leurs transferts de fonds vers la Côte d'Ivoire ont dépassé 1 milliard de dollars en 2023. Un record qui illustre le potentiel économique de cette diaspora. Au-delà des envois de fonds, il s'agit d'une véritable volonté d'investissement productif.

Diaspora africaine : le retour qui dynamise l'investissement en Côte d'Ivoire

Lors du Forum de la Diaspora Ivoirienne 2024, les autorités ont ainsi annoncé avoir déjà recueilli 120 projets d'investissement soumis par des Ivoiriens de l'extérieur, dans des secteurs aussi variés que la santé, l'éducation, les infrastructures ou le tourisme. Autrement dit, la diaspora ne se contente plus d'observer de loin : elle passe à l'action.

Cette dynamique est encouragée au plus haut niveau. Les gouvernements africains reconnaissent que la diaspora représente un vivier de compétences, de capitaux et d'idées nouvelles.

“Chers compatriotes, aujourd’hui plus que jamais, la Côte d’Ivoire a besoin de vous ; vos compétences et vos expériences sont essentielles pour construire un avenir meilleur... continuez à investir dans le développement de votre pays”



Il a déclaré **Gilbert Kafana Koné**, Haut Représentant du Président ivoirien, lors du dernier forum diaspora.

**ATHARI
ADVISORS**

Un cabinet de conseil engagé dans la transformation durable

<https://athari-as.com/>
+2250759956898
infos@athari-as.com

Considérés comme de véritables ambassadeurs à l'international, les membres de la diaspora contribuent activement à la modernisation de leur pays en apportant des compétences clés dans l'agriculture, les nouvelles technologies, les infrastructures ou l'éducation. L'heure est donc à la mobilisation de cette diaspora talentueuse, porteuse d'un immense potentiel de transformation pour l'Afrique.

Des opportunités concrètes en Côte d'Ivoire

Choisir la Côte d'Ivoire pour investir ou lancer son projet n'est pas le fruit du hasard. Le pays affiche depuis plus d'une décennie une croissance économique robuste (environ 6-7 % par an ces dernières années) et un climat des affaires en nette amélioration. Cette stabilité économique et politique relative crée un terreau favorable pour les entrepreneurs de la diaspora. De plus, les autorités ivoiriennes multiplient les initiatives pour attirer ces investissements venus de l'étranger. Des campagnes dédiées ont vu le jour pour aiguiller les Ivoiriens de la diaspora vers les secteurs prioritaires du pays. Par exemple, le gouvernement a mis en place un mécanisme permettant aux expatriés de choisir une ville et un projet à soutenir, avec l'accompagnement d'un référent local pour concrétiser leur investissement. Santé, éducation, agriculture, énergie, immobilier... les opportunités d'implantation ne manquent pas et couvrent l'ensemble des besoins vitaux du pays en développement.

Parmi les domaines particulièrement porteurs en Côte d'Ivoire, on peut citer :

Les infrastructures et le logement : avec une urbanisation rapide, les besoins en logements, routes, ponts, réseaux électriques et hydrauliques sont immenses. Investir dans ces secteurs répond à un besoin social tout en offrant des retours sur investissement attractifs.

L'agro-industrie et l'agritech : premier producteur mondial de cacao, le pays cherche à transformer davantage sa production localement et à moderniser son agriculture. Les savoir-faire acquis à l'étranger en matière de technologie agricole

ou de chaîne de valeur agroalimentaire trouvent ici un terrain d'application idéal.

Les TIC et startups numériques : Abidjan émerge comme un hub technologique régional. Fintech, e-commerce, e-santé... la diaspora évoluant dans la tech à l'international peut apporter expertise et capital pour alimenter cette économie numérique naissante.

L'éducation et la santé : deux piliers du développement où tout reste à faire. Créer des écoles de formation professionnelle, des cliniques modernes ou des plateformes d'e-learning sont autant de projets à fort impact social et économique.

Ces opportunités s'accompagnent d'incitations non négligeables. Des dispositifs gouvernementaux offrent des avantages fiscaux et douaniers aux investisseurs de la diaspora, et des programmes d'appui (par exemple via le CEPICI, Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire) apportent aide logistique et conseils pratiques pour faciliter l'installation au pays. En somme, toutes les pièces sont réunies pour que l'élan de la diaspora se transforme en projets concrets contribuant à la croissance ivoirienne.



ATHARI ADVISORS

Un cabinet de conseil engagé dans la transformation durable

<https://athari-as.com/>
+2250759956898
infos@athari-as.com

Des défis à surmonter pour les "repats"

Malgré cet engouement et ces signaux positifs, le parcours du membre de la diaspora qui rentre investir n'est pas sans obstacles. Beaucoup de porteurs de projets issus de la diaspora – que l'on appelle parfois "repats" (pour répatriés) – se heurtent à des défis multiples lorsqu'ils envisagent de s'implanter en Côte d'Ivoire.

Méconnaissance du marché local : après des années (voire des générations) passées à l'étranger, il est difficile d'avoir une vision précise de l'environnement d'affaires local. Quelles sont les réglementations à respecter ? Quelles sont les habitudes de consommation, les acteurs en place, les concurrents potentiels ? Sans information fiable, le risque d'erreur est grand.

Manque de réseau et d'accompagnement sur place : lancer un projet à distance ou fraîchement arrivé dans le pays peut donner un sentiment de solitude. Il faut identifier les bons partenaires, fournisseurs, mentors, ou encore naviguer dans les démarches administratives. Sans appui, le processus peut vite devenir décourageant.

Risques perçus et incertitudes : stabilité politique, fluctuations monétaires, compréhension du système juridique... Pour un investisseur de la diaspora, ces éléments peuvent sembler flous ou imprévisibles, alimentant une perception de risque élevée. Beaucoup peuvent hésiter par crainte de l'échec ou de perdre leurs économies dans un projet mal préparé.

Choc culturel et adaptation : revenir faire des affaires "au pays" nécessite aussi de s'adapter à une culture entrepreneuriale différente. Le style de communication, les négociations, la relation au temps ou à l'innovation peuvent différer des standards des pays occidentaux. Cela demande une certaine flexibilité et humilité pour réapprendre le terrain.

Heureusement, ces défis ne sont pas insurmontables. Avec les bonnes informations, un accompagnement adapté et une préparation minutieuse, chaque obstacle peut se transformer en étape vers la réussite. C'est précisément pour aider à franchir ces étapes que des structures spécialisées comme Athari Advisors se mobilisent aux côtés des repats.

***Un accompagnement sur mesure avec Athari Advisors***

Face à la complexité de lancer un projet d'investissement depuis l'étranger, Athari Advisors s'est donné pour mission de guider la diaspora à chaque étape, de l'idée initiale jusqu'à la réalisation concrète. Cabinet de conseil engagé dans la transformation durable, Athari Advisors connaît à la fois les réalités du terrain ivoirien et les attentes des investisseurs internationaux. Son équipe multiculturelle comprend les enjeux des diasporas africaines, et propose un accompagnement sur mesure pour sécuriser et pérenniser les projets.

Ce que propose concrètement Athari Advisors :

Diagnostic personnalisé de votre idée ou projet, pour évaluer son potentiel sur le marché ivoirien.

Étude de faisabilité complète, incluant analyse du marché, réglementation, ressources nécessaires et identification des facteurs clés de succès.

Évaluation de la viabilité financière, modélisation économique et structuration du plan de financement, afin de s'assurer que le projet tienne la route sur le long terme.

Stratégie d'implantation sur mesure, avec un plan d'actions concret pas à pas (choix du statut juridique, démarches administratives, recrutement, etc.) adapté à votre contexte.

Mise en relation avec un réseau local de partenaires, d'institutions et de bailleurs de fonds, pour accélérer votre lancement et vous entourer des bonnes alliances.

Ce soutien 360° vise à réduire au maximum les incertitudes liées à l'implantation d'un projet en Afrique. Notre proximité, notre capacité à transformer une vision en plan d'action concret, et notre connaissance du terrain vous permettent d'avancer sereinement. En d'autres termes, Athari Advisors agit comme votre boussole et votre filet de sécurité à la fois. Ce que les clients de la diaspora apprécient particulièrement, c'est de se sentir compris et accompagnés "comme à la maison", avec professionnalisme mais aussi avec une approche humaine empathique. Leur ambition devient aussi celle du cabinet : chaque réussite d'un entrepreneur de la diaspora est une victoire partagée et un pas de plus vers le développement du continent.

Prêt à passer à l'action ?

Athari Advisors offre aux entrepreneurs de la diaspora un accompagnement complet pour donner vie à leurs projets en Côte d'Ivoire. Prêt(e) à passer à l'action ? Ne laissez ni la distance ni la méconnaissance du terrain freiner votre élan. Athari Advisors est là pour transformer vos aspirations en un projet solide et

vous aider à écrire votre chapitre dans l'essor de la Côte d'Ivoire.

Pour en savoir plus ou obtenir un diagnostic, écrivez à infos@athari-as.com. Vous connaissez quelqu'un que cela pourrait intéresser ? N'hésitez pas à lui partager !





Hamaniè

Contactez-nous

 emmanuel.mian@mianmedia.com

  (+33) 7 55 89 00 81

  (+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com